

page 5

éditorial

PRE

À l'heure où l'on s'interroge sur la nature même de la puissance, une dimension supposée irréductible fait de la résistance : le militaire. En dépit de la confusion typologique qui règne depuis trente ans sur les conflits et les interventions armées, le maniement de la force demeure un élément discriminant de la puissance. Ainsi détecte-t-on une mue de la puissance chinoise dans son *build up* militaire, dans la participation de Pékin aux opérations de l'Organisation des Nations unies (ONU), dans l'installation de bases dans la Corne de l'Afrique...

Les grandes puissances militaires des années 1990 ont pu croire que leur force allait s'imposer « naturellement » dans un monde où leurs chaussettes faisaient merveille, où la raison – c'est-à-dire leur vision du monde – prévalait. L'illusion fut courte : la guerre survit, même si c'est celle des autres, si elle est marginale pour les vraies puissances. Marginaux pour nous, les conflits sont souvent inexpiables pour les autres. Et les décennies de guerre froide ont mal préparé les puissances militairement dominantes aux contournements imposés par les « faibles » (guérillas, terrorismes...).

L'environnement géopolitique pose aujourd'hui aux puissances militaires deux grands ordres de questions. Premièrement : quelle capacité d'engagement « classique » préserver – étant entendu que les hypothèses d'affrontements de grande ampleur n'ont pas disparu, même si la Troisième guerre mondiale n'est pas proche, en dépit de certains fantasmes. Seconde perplexité : entrer dans la guerre est aisé (sauf pour les militaires), en sortir difficile. Qu'il s'agisse de guerres ouvertes (Afghanistan...), ou d'interventions de toutes natures appuyées par les armes (Balkans, Afrique subsaharienne...).

Le dossier de ce numéro de *Politique étrangère* se penche sur « les sorties de guerres », un siècle tout juste après l'armistice de 1918. Qu'est-ce qu'une victoire ? Sinon une situation – théorique – où les armes ne doivent plus parler fort ; où prévaut une organisation relativement stable des espaces politiques en cause (supposée meilleure que celle de l'avant-guerre) ; avec l'acceptation, au moins en creux, des populations concernées. Tous éléments qui ne peuvent évidemment se réduire au *regime change*, forme contemporaine d'une arrogance politique tournant folle, en *hubris*.

Quels enseignements tirer, à cet égard, de la plus « construite » des sorties de guerre que tenta d'être la négociation du traité de Versailles, lequel ne mit pourtant à naufrager que deux décennies ? S'il s'agit de reconstruire un ordre international, global ou régional, peut-on le faire hors d'un cadre multilatéral – mais lequel ? Comment aider à reconstruire des ordres internes, des sociétés politiques, hors des fantasmes

idéologiques (voir la catastrophe irakienne). Et la victoire militaire – acclamée sur le temps court – fournit-elle les cartes d’une gestion de la paix sur le temps long ? L’histoire nous dit hélas que non...

On joindra à ces interrogations celles que soulèvent certains conflits africains, durables dans des espaces fonctionnant sur leurs logiques propres, locales, ethniques, etc., héritées de traditions, de passés largement inconnus de nous en dépit de notre arrogance, ou de nos complexes, post-coloniaux. Sauf à tenter de comprendre sur le temps long le fonctionnement d’ensembles humains très différents des nôtres, que pouvons-nous y faire efficacement, alors que nous y sommes souvent, *volens nolens*, en première ligne ?

Sur une mer d’incertitudes, que faire surnager ? La modestie, sûrement, devant l’infinie diversité des situations humaines – contraire à l’image simplette d’écrasements militaires en trompe-l’œil ; et l’obligation de la connaissance, de l’expertise, du savoir : le monde est un dans nos rêves, et multiple dans la réalité des jours.

Le cas iranien, auquel s’attache la rubrique *Contrechamps* de ce numéro, illustre très simplement les naïvetés du *regime change* et sa double ignorance. Ignorance des réflexes et modes de pensée spécifiques aux sociétés politiques ; ignorance du fait que la vie (politique) d’un pays ne se résume pas à ses institutions.

À Téhéran, l’oscillation entre une certaine libéralisation sociale et une réelle tenue politique pourrait se poursuivre longtemps ; avec l’effet habituel de resserrement des rangs que produit une menace extérieure. La fascination « occidentaliste » traverse une partie de la population (dont une jeunesse urbaine), mais la question est de savoir dans quelle mesure elle pourrait se traduire en rupture politique. L’interrogation dépasse d’ailleurs largement l’Iran : la séduction (technologique) de l’Occident se traduit mal en politique, contrairement aux rêves de démocratisation universelle à la hussarde.

Les pressions américaines peuvent influencer sur la stabilité du régime, et sur son assise sociale, mais sans doute pas jusqu’à les remettre en cause. Un Iran de 80 millions d’habitants se conformerait au diktat (conjuncturel) de Washington, sur un sujet jugé d’importance nationale et mettant en cause la sécurité des héritiers d’un des plus anciens empires du monde ? L’histoire sera sans doute tout autre : avec un coup de barre vers les acteurs alternatifs qui se proposent, Moscou, Pékin ou Ankara, et une nouvelle redistribution des cartes géopolitiques de la région. La priorité du régime de Téhéran sera

de sauver ce qui peut l'être de l'accord nucléaire de juillet 2015, tout en sauvegardant ses capacités de rebond en matière de technologie nucléaire (résultat inévitable du *forcing* américain), au prix d'un profil « raisonnable », plus discret, dans la région, sans toutefois remettre en cause les fondamentaux de sa sécurité face à l'Arabie Saoudite ou à Israël.

Dans cette redistribution des cartes, le rôle de l'Europe pourrait être décisif afin que Moscou et Pékin ne restent pas les seules capitales à manœuvrer avec Téhéran ; mais les choses ont l'air plutôt mal parties, en particulier dans le domaine économique, essentiel pour Téhéran.

La région moyen-orientale est par ailleurs largement présente dans ce numéro. Très directement avec les questions que posent la crise saoudo-qatarie et donc la stratégie de Riyad. Quelque issue que trouve dans l'avenir la crise, un an après est-on encore bien sûr du caractère rationnel de la stratégie extérieure de l'Arabie, de sa prévisibilité ? Plus indirectement, les évolutions politiques internes d'Israël 70 ans après son indépendance, le basculement très à droite de la société israélienne, sa division croissante, pèsent sur la capacité de l'État à confirmer son rôle d'unique démocratie de la région, et d'acteur dans un processus de paix avec les Palestiniens. Enfin, on sait que les hauts et bas des marchés du pétrole influent lourdement sur les dynamiques de la région (et d'autres comme l'Europe...) : or à la peur du pic de l'offre semble désormais succéder la perspective d'un pic de la demande, avec toutes ses conséquences sur des économies demeurées largement rentières...

Ce numéro offre enfin une réflexion sur les bouleversements géopolitiques que menace d'introduire le développement accéléré de l'Intelligence artificielle, par ses effets dans le fonctionnement de nos sociétés, et par la concentration, à l'international, des moyens qui permettent sa mise en œuvre. Ce qui se dessine ici, c'est peut-être notre future géographie politique, avec les nouveaux empires et colonies de l'ère contemporaine, et un système méta-politique échappant de plus en plus aux politiques classiques. Il est des cas, disait Hugo, « où le contenu est plus grand que le contenant. Voltaire est plus grand que l'Académie ; Danton plus grand que la Convention¹ ». L'Intelligence artificielle est peut-être aujourd'hui plus grande que nos moyens de la penser et de la contrôler dans nos sociétés.

politique étrangère

1. V. Hugo, *Choses vues*, Paris, Gallimard, 2002, p. 944.

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2018

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

